

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/John-Pilger-Pourquoi-les-Britanniques-ont-dit-non-a-l-Europe>

John Pilger : Pourquoi les Britanniques ont dit non à l'Europe

- Empire et Résistance - Royaume-Uni -

Date de mise en ligne : vendredi 8 juillet 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La décision de quitter l'Europe votée par la majorité des Britanniques est un acte parfaitement démocratique. Des millions de gens ordinaires ont refusé de se laisser impressionner, intimider et mépriser par les analystes des principaux partis, le monde des affaires, l'oligarchie financière et les grands médias.

Ce fut en grande partie le vote de ceux qui étaient déçus et démoralisés par l'arrogance des défenseurs d'une politique de maintien dans l'UE associée à la déconstruction d'une politique sociale équitable en Grande Bretagne. Le service National de Santé, dernier bastion des réformes historiques de 1945, a été à ce point démantelé par les Conservateurs et les Travaillistes partisans des privatisations qu'il en est réduit à devoir se battre pour sa survie.

L'alarme a été déclenchée quand George Osborne, secrétaire au trésor, incarnation de l'ancien régime britannique et de la mafia bancaire en Europe, a menacé d'amputer de 30 milliards de £ le budget des services publics si la population faisait le mauvais choix. Ce chantage était scandaleux.

Le problème de l'immigration a été exploité au cours de la campagne avec un cynisme achevé non seulement par les populistes délirants d'extrême droite mais aussi par les travaillistes traînant avec eux une vieille tradition de racisme, symptôme de corruption du sommet plutôt que de la base du parti. On connaît pourtant les raisons de la présence de ces millions de réfugiés qui ont fui le Proche et le Moyen Orient - d'abord l'Iraq, maintenant la Syrie - suite aux invasions et aux agressions lancées par la Grande Bretagne, les Etats-Unis, la France, l'Union Européenne et l'OTAN. Avant cela, il y eut la destruction délibérée de la Yougoslavie ; plus loin encore la confiscation de la Palestine et l'imposition de l'Etat d'Israël.

Les casques à plumes ont disparu mais le sang n'a jamais séché. Ce mépris du dix-neuvième siècle pour les pays et les peuples, selon l'importance de leur utilité coloniale, demeure une pièce maîtresse de la « globalisation » avec son socialisme pervers pour les riches et son capitalisme débridé pour les pauvres : liberté pour le capital, déni de liberté pour le travail, politiciens perfides et agents civils politisés.

Tout cela a maintenant atterri en Europe, enrichissant Tony Blair et ses semblables en appauvrissant et asservissant des millions de personnes. Ce 23 juin, les Britanniques n'ont rien vu d'autre.

Les promoteurs les plus efficaces de « l'idéal européen » n'ont pas été l'extrême droite mais une insupportable classe patricienne dirigeante pour laquelle Londres représente le Royaume Uni. Ses membres dirigeants se voient comme instruits, libéraux, élite éclairée du vingt et unième siècle et même un peu cool. Ils ne sont en réalité qu'une bourgeoisie aux goûts consuméristes insatiables, porteuse de sentiments de supériorité dépassés.

Dans leur quotidien, le Guardian, ils ont aboyé jour après jour sur ceux qui osaient considérer l'Union Européenne comme profondément anti-démocratique, à la source d'injustices sociales et d'un extrémisme virulent connu sous le nom de néolibéralisme.

L'objectif de cet extrémisme est d'installer une théocratie capitaliste figée qui conforte une société à trois classes : une majorité divisée et endettée dirigée par une classe structurée stable et une classe permanente de travailleurs pauvres. Aujourd'hui, en Grande Bretagne, 63% des enfants pauvres vivent dans une famille dont un seul membre travaille. Pour eux, la trappe est déjà fermée. Une étude rapporte que 600.000 habitants du Grand Manchester, la seconde ville britannique, découvrent les effets de la grande pauvreté tandis que 1.6 millions de Britanniques s'enfoncent dans la précarité.

Cette situation catastrophique a été trop peu évoquée par les médias contrôlés par la bourgeoisie, notamment par la

BBC dominée par Oxbridge. Pendant la campagne du referendum, aucune analyse en profondeur n'a pu éclipser le cliché hystérique d'une sortie de l'Europe, comme si la Grande Bretagne allait subitement dériver vers les courants hostiles quelque part au nord de l'Islande.

Au matin après le vote, un reporter de la BBC accueillait les politiciens dans son studio comme de vieux copains en disant, notamment à Lord Peterson, architecte déconsidéré du Blairisme : « *Pourquoi ces gens rejettent-ils l'Europe à ce point ?* ». « *Ces gens* » sont la majorité des Britanniques.

Tony Blair, opulent criminel de guerre, reste un héros de la classe « *européenne* » Mandelson, ce que l'on n'ose plus guère dire aujourd'hui. *The Guardian* a décrit Blair en son temps comme un mystique fidèle à son projet de guerre prédatrice. Après le scrutin, l'éditorialiste Martin Kettle a apporté une réponse Brechtienne au mauvais usage de la démocratie par les masses. « *Aujourd'hui, nous pouvons nous accorder sur le fait que les referendums sont mauvais pour la Grande Bretagne.* » titrait-il sur sa page. Le « *nous* » n'était pas explicité mais bien compris, tout comme l'était « *ces gens* » à la BBC. « *Le referendum a conféré moins de légitimité aux politiques, rien de plus,* » écrivait Kettle...Le verdict au sujet des referendums devrait être brutal : plus jamais ça.

Ce genre de brutalité à laquelle aspire Kettle est illustré par le spectacle de la Grèce, un pays passé à l'aspirateur. Là, il y a eu un referendum dont on n'a pas tenu compte. Comme pour le parti travailliste en Grande Bretagne, les dirigeants du gouvernement Syriza à Athènes sont issus de milieux aisés, privilégiés, éduqués, frottés à l'hypocrisie et aux trahisons postmodernistes. Le peuple grec a utilisé courageusement le referendum pour demander à son gouvernement de négocier de meilleurs termes pour l'accord conclu à Bruxelles qui broyait la vie de leur pays. Ils ont été trahis comme les Britanniques l'auraient été.

Vendredi, la BBC a demandé à Jeremy Corbyn, leader du parti travailliste, s'il rendrait hommage à son partenaire, le démissionnaire Cameron, dans leur combat pour le « *oui* » et il a alors, jusqu'à provoquer la nausée, rendu hommage à la dignité de Cameron, rappelé son soutien au mariage gay et ses excuses aux familles irlandaises pour les victimes du « *bloody Sunday* ». Il n'a rien dit des germes de division semés dans le pays par Cameron, de ses politiques d'austérité brutales, de ses mensonges au sujet des garanties apportées au Service National de Santé. Il n'a pas non plus rappelé la folie guerrière du gouvernement Cameron : l'envoi de forces spéciales en Libye, la fourniture de lanceurs et de munitions à l'Arabie Saoudite et, par-dessus tout, sa disponibilité pour une troisième guerre mondiale.

Au cours de la semaine précédant le referendum, aucun politicien ni, à ma connaissance, aucun journaliste britannique n'a fait mention du discours de Vladimir Poutine à Saint Pétersbourg commémorant le septante-cinquième anniversaire de l'invasion de l'Union Soviétique par les Nazis le 22 juin 41. La victoire des Soviétiques au prix de 27 millions de vies soviétiques et de la majorité des forces armées allemandes nous a permis de l'emporter dans cette seconde guerre mondiale.

Poutine a associé l'actuel renforcement fébrile des troupes de l'OTAN ainsi que la consolidation des bases militaires aux frontières occidentales de la Russie à l'*Opération Barbarossa* du troisième Reich. Les exercices de l'OTAN en Pologne ont été les plus importants depuis l'invasion nazie ; l'opération Anaconda a simulé une attaque de la Russie, vraisemblablement avec des armes nucléaires. A la veille du referendum, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a sournoisement prévenu les Britanniques de ce qu'ils mettraient en danger la paix et la sécurité en votant pour la sortie de l'Union Européenne. Ces millions-là l'ont ignoré, comme ils ont ignoré Cameron, Osborne, Corbyn, Obama et celui qui dirige la banque d'Angleterre ; en votant ainsi ils ont peut-être, et seulement peut-être, rendu un espoir de paix réelle et de démocratie en Europe.

John Pilger pour johnpilger.com

John Pilger : Pourquoi les Britanniques ont dit non à l'Europe

Original : « [Why the British said no to Europe](#) » London, 25 June 2016.

***John Pilger** est un journaliste, scénariste et réalisateur australien. Il a été correspondant de guerre au Viêt-nam, au Cambodge, en Égypte, en Inde, au Bangladesh et au Biafra. Pilger a obtenu de nombreux prix de journalisme et d'associations des droits de l'Homme (le Prix Sophie en 2003), dont, deux fois, le prix britannique du « *Journalist of the Year* ». Cet activiste anti-guerre n'a de cesse de rappeler la responsabilité de ceux qui savent, des « intellectuels », aux misères et aux violences du monde. En outre, John Pilger possède son propre [site web](#) où il communique ses idées et ses craintes. **Consulter** : johnpilger.com